

Le débat amer sur l'asile accouche de la convocation d'un nouveau sommet

■ Les Vingt-huit vont faire le point sur le plan d'action UE-Turquie, début mars.

Lors de leur dîner, ce jeudi, les Vingt-huit ont dégusté un imparfait de crevettes et d'avocat en entrée. Pure coïncidence ou flair politique du chef cuisinier, les leaders politiques ont en tout cas pu apprécier d'emblée le goût du reste de la soirée. La discussion sur le "Brexit or not Brexit" devait être le gros poisson du sommet européen de ces 18 et 19 février. Il n'empêche que c'est de la crise de l'asile, et des solutions, urgentes, à y apporter, que les chefs d'Etat et de gouvernement ont débattu pendant plus de six heures. Et la discussion ne s'est pas déroulée à mots feutrés. Au terme de la soirée, la chancelière allemande Angela Merkel a évoqué "des échanges très longs et très intenses". Selon une source proche des discussions, c'était même "assez tendu". "Il y avait beaucoup de nervosité autour de la table."

Car la –très relative– diminution du nombre d'entrée de réfugiés et de migrants dans l'Union ne rassure personne: la crise de l'asile reste un sujet brûlant. A ce point brûlant que les Vingt-huit se retrouveront dans quinze jours à Bruxelles, pour tenter de trouver des solutions européennes. On dit bien "européennes". "Europäisch", en allemand, histoire de se faire bien comprendre par les Autrichiens. En effet, la décision unilatérale de Vienne de plafonner le nombre de demandeurs d'asile autorisés à entrer sur son territoire à 80 par jour a provoqué de vives

réactions, ce jeudi soir. "Les choix individuels vont seulement modifier les routes migratoires et provoquer une pression plus grande encore sur la Grèce. Et si un pays commence à imposer des quotas, les autres vont vouloir le faire également", a mis en garde cette même source.

Le spectre de l'effet domino

Cet effet domino est bien la plus grande hantise de l'Union. L'Autriche transforme ses frontières en compte-gouttes, ce qui a pour effet de "refouler" les réfugiés en Sloénie. Cette dernière ne se gênera sûrement pas de prendre exemple sur son voisin. Et ainsi de suite, de la Croatie jusqu'à la Grèce, qui se transformerait alors en un centre de rétention à ciel ouvert. Le scénario fait froid dans le dos. Et a fait bondir le Premier ministre grec Alexis Tsipras qui, d'après une source européenne, voudrait bien voir les autres Etats membres commencer à faire "au moins autant d'efforts qu'a fait la Grèce jusqu'à présent". Ce vendredi, la rumeur disait même que M. Tsipras serait tenté de bloquer un éventuel accord sur le Brexit s'il n'avait pas la garantie que les frontières resteraient ouvertes.

"Nous devons éviter des batailles entre des plans A, B et C. Il n'y a pas de bonne alternative à un plan européen", a martelé le président du Conseil européen, Donald Tusk. Mais le chancelier Werner Faymann refusait toute leçon de morale. "Nous avons donné le bon exemple, a-t-il déclaré, mais après avoir accueilli 100 000 réfugiés, on ne peut pas dire aux Autrichiens qu'on va continuer comme ça."

Bref, l'état d'esprit du dîner était partagé entre "ceux qui continuent à espérer qu'on peut gérer ça ensemble et ceux qui y

croient de moins en moins", observe notre insider. Y croire encore n'est cependant pas chose facile. Le flux de réfugiés risque bien de s'intensifier à l'approche des beaux jours. Et tant de décisions prises il y a des mois sont restées lettre morte –dont, au premier chef, le plan de répartition entre Etats membres – que plus personne n'ose même imaginer de nouvelles solutions. "Il ne faut pas lancer de nouveaux chantiers. Ça pourrait être un prétexte pour certains de ne pas mettre en œuvre les décisions prises l'an dernier qui tardent à se concrétiser", avoue un diplomate français.

Tout miser sur le plan UE-Turquie

Peu l'avouèrent, mais dans les faits, les Européens mettent tous leurs œufs dans un seul panier: le plan d'action signé par l'Union européenne et la Turquie. Faire le point sur cet accord était d'ailleurs l'objectif principal du dîner, avant que les attentats meurtriers d'Ankara survenus ces derniers jours n'empêchent le Premier ministre turc Davutoglu d'y participer. Angela Merkel –de plus en plus isolée au niveau européen sur la question de l'asile, et mise sous pression dans son pays pour la politique d'accueil de l'Allemagne – a donc convaincu ses partenaires de se revoir le 5 mars pour un sommet extraordinaire avec les dirigeants turcs. Avec l'espoir qu'Ankara s'engagera enfin de manière claire à diminuer le flux de migrants partant vers la Grèce. Au terme de cette rencontre à vingt-huit + un, les Européens évalueront ce qui a été fait et ce qui ne l'a pas été, avant de trancher: "Il faut savoir rapidement s'il faut rectifier le tir ou s'il faut poursuivre dans la voie actuelle, a conclu la chancelière. Tout le monde doit prendre ses responsabilités."

Le cuisinier a beau avoir prévu une mousse légère en dessert, le dîner a pesé lourd sur l'estomac de l'Union.

Maria Udrescu

"Il n'y a pas de bonne alternative à un plan européen."

DONALD TUSK
Président
du Conseil européen.